



Toutes et tous mobilisé·es le 29 septembre

Ensemble, arrêtons-les !

CELLES ET CEUX qui gouvernent, dans l'illégitimité la plus totale, ne cessent de détruire les services publics, la fonction publique, les agent·es publics. D'un côté, **415 milliards d'euros de crédits au titre de la loi de programmation militaire auxquels 36 milliards d'euros viennent d'être ajoutés pour militariser toujours plus l'économie et la société françaises ! 211 milliards d'euros alloués chaque année aux entreprises sans contreparties, ni évaluation ni contrôle, etc.**

De l'autre, **des gels et annulations de crédits de 6 milliards d'euros** qui pourraient aller jusqu'à 8 et même 10 milliards d'euros alors que les lois de finances et de financement de la Sécurité sociale 2026 ont déjà passé la fonction publique, nos systèmes de sécurité et de protection sociales sous les fourches caudines de l'austérité budgétaire.

À l'ordre du jour : toujours moins de politiques publiques, de services publics et d'agent·es publics dont les premières victimes sont les citoyen·nes et les usager·es dont les droits ne sont plus garantis et les besoins de moins en moins satisfaits.

La maltraitance des agent·es publics atteint des sommets. Là encore, le menu proposé par le Gouvernement est particulièrement indigeste avec des attaques contre les **autorisations spéciales d'absence, les congés pour raison de santé, le mi-temps thérapeutique, etc.**

Le pouvoir d'achat des fonctionnaires et des contractuel·les s'effondre du fait notamment du gel pluriannuel de la valeur du point d'indice, de l'arrêt du versement de la GIPA ou encore du jour de carence et de la baisse de 10 % de la rémunération versée aux agent·es qui sont en congé maladie ordinaire... En 25 ans, le point d'indice a perdu de l'ordre de 30 % de sa valeur. La smicardisation frappe comme jamais la fonction publique ! Pour être au niveau du Smic, 862 000 agent·es publics perçoivent désormais une indemnité différentielle depuis le 1er juin 2026. Elles et ils étaient 356 000 avant cette date.

Trop, c'est trop !

La CGT fonction publique réaffirme que d'autres choix sont non seulement possibles mais nécessaires.

Oui, il y a besoin de faire des services publics et de la fonction publique **des outils au service d'une nouvelle logique de développement** articulant transition écologique, garantie des droits, réponse aux besoins de toutes et tous, progrès social.

Cela passe par des lois de finances et de financement de la Sécurité sociale construites sur d'autres bases.

Oui, il y a besoin de créer des emplois de fonctionnaires partout où c'est nécessaire et de titulariser les contractuel·les.

.../...



Oui, il y a besoin de mettre en œuvre une autre politique salariale avec, entre autres :

- ▮ L'augmentation immédiate et significative de la valeur du point d'indice, son indexation sur l'inflation,
- ▮ La refonte des grilles indiciaires intégrant la revalorisation des filières professionnelles à prédominance féminine,
- ▮ L'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes,
- ▮ Le rétablissement à 100 % des rémunérations versées aux agent·es qui sont en congé maladie ordinaire,
- ▮ L'abrogation du jour de carence.

Plutôt que de faire la chasse aux agent·es et à leurs droits, plus particulièrement à celles et ceux qui sont malades, le Gouvernement doit non seulement les rétablir et les améliorer.

Dans un tel contexte, la CGT fonction publique s'adresse à l'ensemble des agent·es publics pour les appeler à :

- ▮ Se réunir en assemblées générales pour débattre des attaques inédites portées à l'encontre de la fonction publique et de ses agent·es,
- ▮ Débattre de leurs revendications,
- ▮ Décider de construire une journée massive de grève et de manifestations.

De l'argent il y en a pour financer, par l'impôt et la cotisation sociale, d'autres choix.

Il y en a pour des services publics, une fonction publique, des systèmes de sécurité et de protection sociales au service du progrès social.



Ensemble, par la grève et dans les manifestations, le mardi 29 septembre prochain, imposons d'autres choix !

MONTREUIL, LE 25 JUIN 2026